

§ 2. La liquidation de la première tranche s'effectue, après la signature du présent arrêté, pour autant :

- que la subvention ait fait l'objet d'une demande de l'asbl pour le 1^{er} mars 2023 ;

- que le ministre de la Justice ou son délégué ait clôturé l'examen des comptes de l'année 2021.

§ 3. La liquidation du solde s'effectue pour autant :

- que les pièces justificatives relatives à la période à laquelle la subvention se rapporte, que le compte de résultat et que le bilan comptable 2023 de l'asbl aient été communiqués au ministre de la Justice ou à son délégué ;

- qu'un rapport d'activités développant comment les fonds ont permis à l'asbl d'atteindre les objectifs de l'année budgétaire 2023 soit communiqué au ministre de la Justice ou à son délégué ;

- qu'une liste de toutes les subventions que l'asbl reçoit, outre celle prévue par cet arrêté, soit communiquée au ministre de la Justice ou à son délégué ;

- qu'une déclaration de créance, établie sur la base du montant du solde validé par le Service Fédéral Justice, soit établie par l'asbl et communiquée au ministre de la Justice ou à son délégué.

Art. 5. Un récapitulatif des frais encourus par l'asbl ainsi que les pièces justificatives de ceux-ci sont transmis au Service Public Fédéral Justice pour le 1^{er} mai 2024 au plus tard.

Les pièces justificatives doivent être classées par ordre chronologique et revêtues d'un numéro qui, pour chaque pièce, renvoie au montant correspondant dans le récapitulatif des frais encourus.

Toutes les pièces justificatives, factures ou notes sont datées, signées et certifiées sincères et véritables par le président de l'asbl « Commission de Conciliation - Construction ».

Art. 6. Les sommes indues non justifiées, identifiées par le contrôle des dépenses, sont récupérées.

Art. 7. Les montants sont versés sur le compte n° BE31 6300 2440 4855 de l'asbl « Commission de Conciliation - Construction ».

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 9. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

§ 2. De vereffening van de eerste schijf wordt verricht na de ondertekening van dit besluit op voorwaarde:

- dat de toelage vóór 1 maart 2023 door de vzw is aangevraagd;

- dat de minister van Justitie of zijn gedelegeerde de controle van de rekeningen van het jaar 2021 heeft voltooid.

§ 3. Het saldo wordt vereffend op voorwaarde:

- dat de bewijsstukken met betrekking tot de periode waarop de subsidie betrekking heeft, de winst- en verliesrekening en de balans van 2023 van de vzw zijn aan de minister van Justitie of zijn gedelegeerde toegezonden worden;

- dat aan de minister van Justitie of zijn afgevaardigde een activiteitenverslag wordt toegezonden waarin wordt aangegeven hoe de vzw dankzij de middelen de doelstellingen van het begrotingsjaar 2023 heeft kunnen verwezenlijken;

- dat een lijst van alle door de vzw ontvangen subsidies, naast die waarin dit besluit voorziet aan de minister van Justitie of zijn gedelegeerde wordt bezorgd;

- dat een aangifte van schuldvordering, vastgesteld op basis van het bedrag van het door de Federale Overheidsdienst Justitie gevalideerde saldo, door de vzw wordt opgesteld en aan de minister van Justitie of zijn gedelegeerde wordt meegedeeld.

Art. 5. Een samenvatting van de door de vzw gemaakte kosten en de bewijsstukken moeten uiterlijk op 1 mei 2024 aan de Federale Overheidsdienst Justitie worden toegezonden.

De bewijsstukken moeten in chronologische volgorde worden gerangschikt en een nummer krijgen dat voor elk stuk verwijst naar het overeenkomstige bedrag in de samenvatting van de gemaakte kosten.

Alle bewijsstukken, facturen of nota's worden gedateerd, ondertekend en voor eensluidend en oprecht verklaard door de voorzitter van de vzw "Verzoeningscommissie - Bouw".

Art. 6. De niet-verantwoorde onverschuldigde bedragen die na controle van de uitgaven worden vastgesteld, worden teruggevorderd.

Art. 7. De bedragen worden gestort op rekeningnummer BE31 6300 2440 4855 van de vzw "Verzoeningscommissie - Bouw".

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 9. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te 24 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/45751]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 mai 2018 relatif à la protection contre l'insolvabilité lors de la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage, les articles 60, alinéa 2, 60/1, § 2, alinéa 3 et § 3, alinéa 3, et 60/2, § 2, insérés par la loi du 5 juin 2023, et l'article 74, remplacé par la loi du 5 juin 2023 ;

Vu l'arrêté royal du 29 mai 2018 relatif à la protection contre l'insolvabilité lors de la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/45751]

7 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 mei 2018 betreffende de bescherming tegen insolventie bij de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten, de artikelen 60, tweede lid, 60/1, § 2, derde lid en § 3, derde lid, en 60/2, § 2, ingevoegd bij de wet van 5 juni 2023, en artikel 74, vervangen bij de wet 5 juni 2023;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 mei 2018 betreffende de bescherming tegen insolventie bij de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten;

Vu l'avis 74.059/1/V du Conseil d'État, donné le 22 août 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, du Ministre des Finances, du Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 29 mai 2018 relatif à la protection contre l'insolvabilité lors de la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage est complété par le 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o le contrat d'assurance : le contrat d'assurance visé à l'article 60 de la loi et qui offre la protection contre l'insolvabilité. ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « l'article 3, 1^o et 2^o » sont remplacés par les mots « l'article 4, 1^o et 2^o » ;

2^o les mots « une microsociété visée à l'article 15/1 du Code des sociétés. » sont remplacés par les mots « une microsociété, une micro-ASBL, une micro-AISBL ou une microfondation visées aux articles 1:25, 1:29 et 1:31 du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 4/1, comportant les articles 17/1, 17/2, 17/3, 17/4 et 17/5, rédigé comme suit :

« Chapitre 4/1. — Fonds pour l'intervention de l'État dans le cadre de l'assurance insolvabilité des professionnels dans le secteur du voyage

Art. 17/1. Le Fonds est géré par le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

Art. 17/2. Conformément à l'article 60/2, § 2, de la loi, les contributions anticipatives annuelles visées à l'article 60/1, § 3, de la loi sont versées sur le compte du Fonds au plus tard le 30 juin de l'année concernée et calculées sur le montant total des primes et des frais supplémentaires, hors frais d'acquisition et commissions, qui ont déjà été perçus par l'entreprise d'assurance durant l'année concernée.

Si le montant total des primes et des frais supplémentaires reçus par l'entreprise d'assurance durant l'année concernée hors frais d'acquisition et commissions est supérieur au montant pris en compte pour le paiement des contributions anticipatives annuelles, l'entreprise d'assurance doit verser sur le compte du Fonds, au plus tard le 15 septembre de l'année suivant l'année concernée, une contribution supplémentaire correspondant à la différence entre ces montants.

Si le montant total des primes et des frais supplémentaires reçus par l'entreprise d'assurance durant l'année concernée hors frais d'acquisition et commissions est inférieur au montant pris en compte pour le paiement des contributions anticipatives annuelles, l'État doit verser sur le compte de l'entreprise d'assurance, au plus tard le 15 septembre de l'année suivant l'année concernée, un remboursement correspondant à la différence entre ces montants.

Le contrôle des montants visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3 est effectué par un commissaire, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Le rapport du commissaire sur les contributions est transmis par l'entreprise d'assurance au gestionnaire du Fonds en même temps qu'est payée la contribution annuelle de l'année suivante.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année 2023, les contributions anticipatives annuelles visées à l'article 60/1, § 3, de la loi sont versées sur le compte du Fonds au plus tard le 15 novembre.

Art. 17/3. Lorsque le paiement des contributions anticipatives annuelles visées à l'article 60/1, § 3, de la loi est resté en souffrance, l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales recouvre ces contributions, conformément aux articles 3 et suivants de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 17/4. L'entreprise d'assurance qui atteint son plafond d'intervention visé à l'article 60/1, § 1^{er}, de la loi, demande au gestionnaire du Fonds d'intervenir comme visé à l'article 60/1, § 2, de la loi.

Gelet op advies 74.059/1/V van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Économie, de Minister van Financiën, de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 mei 2018 betreffende de bescherming tegen insolventie bij de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten wordt aangevuld met een bepaling onder 4^o, luidende:

“4^o de verzekeringsovereenkomst: de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 60 van de wet die de bescherming bij insolventie biedt.”.

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden “artikel 3, 1^o en 2^o” worden vervangen door de woorden “artikel 4, 1^o en 2^o”;

2^o de woorden “een microvennootschap is, bedoeld in artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen” worden vervangen door de woorden “een microvennootschap, een microVZW, een microIVZW of een microstichting is, bedoeld in de artikelen 1:25, 1:29 en 1:31 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 4/1 ingevoegd dat de artikelen 17/1, 17/2, 17/3, 17/4 en 17/5 bevat, luidende:

“Hoofdstuk 4/1. – Fonds voor de tussenkomst van de Staat in het kader van de insolventieverzekering van professionelen in de reissector

Art. 17/1. Het Fonds wordt beheerd door de Federale Overheidsdienst Économie, K.M.O., Middenstand en Énergie.

Art. 17/2. Overeenkomstig artikel 60/2, § 2, van de wet worden de jaarlijkse anticiperende bijdragen bedoeld in artikel 60/1, § 3, van de wet ten laatste op 30 juni van het betrokken jaar gestort op de rekening van het Fonds, en berekend op het totale incasso van premies en bijkomende kosten, zonder acquisitiekosten en commissies, dat door de verzekeringsonderneming in het betreffende jaar reeds ontvangen werd.

Indien het totale incasso van premies en bijkomende kosten, zonder acquisitiekosten en commissies, dat door de verzekeringsonderneming in het betreffende jaar ontvangen werd, hoger is dan het in acht genomen bedrag voor de betaling van de jaarlijkse anticiperende bijdragen, moet de verzekeringsonderneming een bijkomende bijdrage die overeenkomt met het verschil tussen deze bedragen ten laatste op 15 september van het jaar na het betrokken jaar storten op de rekening van het Fonds.

Indien het totale incasso van premies en bijkomende kosten, zonder acquisitiekosten en commissies, dat door de verzekeringsonderneming in het betreffende jaar ontvangen werd lager is dan het in acht genomen bedrag voor de betaling van de jaarlijkse anticiperende bijdragen, moet de Staat een terugbetaling die overeenstemt met het verschil tussen deze bedragen ten laatste op 15 september van het jaar na het betrokken jaar storten op de rekening van de verzekeringsonderneming.

De controle van de in het eerste, tweede en derde lid beoogde bijdragen gebeurt door een commissaris, lid van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren. Het verslag van de commissaris betreffende de bijdragen wordt door de verzekeringsonderneming aan de beheerder van het Fonds overgemaakt samen met de betaling van de volgende jaarlijkse bijdrage.

In afwijking van het eerste lid worden voor het jaar 2023 de jaarlijkse anticiperende bijdragen bedoeld in artikel 60/1, § 3, van de wet uiterlijk op 15 november op de rekening van het Fonds gestort.

Art. 17/3. Indien de betaling van de jaarlijkse anticiperende bijdragen bedoeld in artikel 60/1, § 3, van de wet onbetaald gebleven is, vordert de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen deze bijdragen in, overeenkomstig de artikelen 3 en volgende van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 17/4. De verzekeringsonderneming die haar bovengrens bedoeld in artikel 60/1, § 1, van de wet bereikt, verzoekt de beheerder van het Fonds om de tussenkomst zoals bedoeld in artikel 60/1, § 2, van de wet.

La demande de l'entreprise d'assurance peut être effectuée à tout moment et doit être suffisamment motivée et contenir les pièces justificatives dont il ressort que le plafond d'intervention visé à l'article 60/1, § 1^{er}, de la loi a été atteint.

Le contrôle des chiffres figurant dans cette demande est effectué par un commissaire, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Le rapport du commissaire sur l'atteinte du plafond d'intervention visé à l'article 60/1, § 1^{er}, de la loi, est transmis par l'entreprise d'assurance au gestionnaire du Fonds en même temps que la demande.

Le gestionnaire du Fonds verse le montant de l'intervention visée à l'article 60/1, § 2, de la loi sur le compte de l'entreprise d'assurance endéans quinze jours ouvrables à compter de la réception de la demande suffisamment motivée et du rapport du commissaire visé à l'alinéa 3.

Lorsque la demande de l'entreprise d'assurance concerne l'année en cours, le plafond d'intervention visé à l'article 60/1, § 1^{er}, de la loi fait l'objet d'une estimation par l'entreprise d'assurance sur la base de la totalité des primes et accessoires encaissés par l'entreprise d'assurance pour l'année en cours au moment de sa demande, hors frais d'acquisition et commissions. En pareil cas, le montant de l'intervention de l'Etat visé à l'article 60/1, § 2 est provisoire. Le montant définitif de l'intervention de l'Etat est fixé au plus tard le 15 septembre de l'année qui suit celle de l'intervention de l'Etat, sur la base de la totalité des primes et accessoires encaissés par l'entreprise d'assurance au cours de l'année de l'intervention de l'Etat, hors frais d'acquisition et commissions. En cas de trop perçu par l'entreprise d'assurance, celle-ci rembourse l'Etat au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle de l'intervention de l'Etat. Si le montant de l'intervention provisoire de l'Etat est inférieur au montant définitif, l'entreprise d'assurance introduit une nouvelle demande.

S'il ne ressort pas de la demande de l'entreprise d'assurance et du rapport du commissaire que le plafond d'intervention visé à l'article 60/1, § 1^{er}, de la loi est atteint, le gestionnaire du Fonds prend une décision de refus dans le délai visé à l'alinéa 4.

Art. 17/5. Les entreprises d'assurance fournissant la garantie visée à l'article 60 de la loi remettent le 15 septembre de chaque année au gestionnaire du Fonds un rapport concernant leurs revenus et dépenses relatifs à la garantie visée à l'article 60 de la loi et l'évolution de celle-ci au cours de l'année écoulée.

Ce rapport fait l'objet d'un contrôle par un commissaire, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, avant d'être envoyé au gestionnaire du Fonds.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année 2023, les entreprises d'assurance fournissant la garantie visée à l'article 60 de la loi remettent au gestionnaire du Fonds un rapport concernant leurs revenus et dépenses relatifs à la garantie visée à l'article 60 de la loi et l'évolution de celle-ci au cours de l'année écoulée pour le 15 novembre au plus tard. ».

Art. 5. Les articles 1^{er}, 2 et 4 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 6. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,
A. BERTRAND

Het verzoek van de verzekeringsonderneming kan op elk moment worden uitgevoerd en moet voldoende gemotiveerd zijn en de bewijsstukken omvatten waaruit blijkt dat de bovengrens bedoeld in artikel 60/1, § 1, van de wet bereikt is.

De controle van cijfers vervat in dit verzoek gebeurt door een commissaris, lid van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren. Het verslag van de commissaris betreffende het bereiken van de bovengrens bedoeld in artikel 60/1, § 1, van de wet wordt door de verzekeringsonderneming aan de beheerder van het Fonds overgemaakt samen met het verzoek.

De beheerder van het Fonds stort het bedrag van de tussenkomst zoals bedoeld in artikel 60/1, § 2, van de wet op de rekening van de verzekeringsonderneming binnen vijftien werkdagen na ontvangst van het voldoende gemotiveerd verzoek en het in het derde lid beoogde verslag van de commissaris.

Wanneer het verzoek van de verzekeringsonderneming betrekking heeft op het lopende jaar, wordt de bovengrens bedoeld in artikel 60/1, § 1, van de wet door de verzekeringsonderneming geraamd op basis van het totale incasso van premies en bijkomende kosten die de verzekeringsonderneming voor het lopende jaar heeft geïnd op het ogenblik van haar verzoek, zonder acquisitiekosten en commissies. In dat geval is het bedrag van de in artikel 60/1, § 2 bedoelde tussenkomst van de Staat voorlopig. Het definitieve bedrag van de tussenkomst van de Staat wordt vastgesteld uiterlijk op 15 september van het jaar dat volgt op het jaar waarin de tussenkomst van de Staat wordt betaald, op basis van het totale incasso van premies en bijkomende kosten die de verzekeringsonderneming heeft geïnd tijdens het jaar waarin de tussenkomst van de Staat wordt betaald, zonder acquisitiekosten en commissies. Als de verzekeringsonderneming te veel ontvangt, betaalt zij de Staat uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op het jaar van de tussenkomst van de Staat terug. Als het bedrag van de voorlopige tussenkomst van de Staat lager is dan het definitieve bedrag, dient de verzekeringsmaatschappij een nieuwe aanvraag in.

Indien uit het verzoek van de verzekeringsonderneming en het verslag van de commissaris niet blijkt dat de bovengrens bedoeld in artikel 60/1, § 1, van de wet wordt bereikt, neemt de beheerder van het Fonds een beslissing van weigering binnen de in het vierde lid bedoelde termijn.

Art. 17/5. Op 15 september van elk jaar maken de verzekeringsondernemingen die de in artikel 60 van de wet bedoelde zekerheid verstrekken, aan de beheerder van het Fonds een verslag over inzake hun inkomsten en uitgaven in verband met de in artikel 60 van de wet bedoelde zekerheid, en de evolutie hiervan tijdens het afgelopen jaar.

Dit verslag wordt gecontroleerd door een commissaris, lid van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, alvorens het aan de beheerder van het Fonds wordt overgemaakt.

In afwijking van het eerste lid dienen de verzekeringsondernemingen die de in artikel 60 van de wet bedoelde zekerheid verstrekken, voor het jaar 2023 uiterlijk op 15 november bij de beheerder van het Fonds een verslag in over hun inkomsten en uitgaven in verband met de in artikel 60 van de wet bedoelde zekerheid en de evolutie hiervan tijdens het afgelopen jaar.".

Art. 5. De artikelen 1, 2 en 4 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 6. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,
A. BERTRAND